



PRÉFET DE LA LOIRE

**ARRETE N° 289/DDPP/2017**  
**portant mise en demeure**

Le Préfet de la Loire



VU le titre 1er du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles L.171-8, R. 541-43 et R. 515-90 ;

VU l'arrêté du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 octobre 1996 modifié réglementant les activités exercées par la société Chromobronze sur le territoire de la commune de ROCHE LA MOLIERE – ZI de Galinay ;

VU l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 2009/0287 du 23 juin 2009 actualisant les prescriptions applicables à l'établissement ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 23 juin 2017, établi à la suite d'une visite d'inspection du 22 juin 2017, constatant que la société Chromobronze ne respecte pas certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2009/0287 du 23 juin 2009 et les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations classées sous le régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant aux demandes formulées par l'inspection des installations classées et par la direction départementale de la protection des populations de fournir un nouveau tableau de classement au titre des installations classées ;

**CONSIDERANT** que l'exploitant n'a pas donné suite aux demandes successives formulées par l'inspection des installations classées ;

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation et de prendre les mesures nécessaires afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1** – La société Chromobronze, pour son installation exploitée sur le territoire de la commune de ROCHE LA MOLIERE – ZI du Galinay, est mise en demeure sous **4 mois** :

- de réaliser un registre de suivi des déchets dangereux produits, avec agréments et arrêtés d'autorisation des prestataires de transport et élimination, certificats d'acceptation préalable des sites de réception, bordereaux de suivi des déchets, y compris pour les bains usés directement pompés dans les cuves de traitement ;

- de fournir à l'inspection le calcul de la consommation spécifique par fonction de rinçage conforme à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 ;

- de réaliser une étude géotechnique permettant de localiser la présence d'une galerie de mine débouchant à proximité du site et mettant en œuvre les mesures de maîtrise des risques qui s'avéreraient indispensables à la sécurité du site ;

- de mettre en service une rétention sélective pour la chaîne de traitement.

**ARTICLE 2** – Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

**ARTICLE 3** – En application des dispositions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 4** – Monsieur le secrétaire général de la Préfecture de la Loire, Madame la directrice départementale de la protection des populations, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'Inspection des Installations Classées et Monsieur le maire de Roche la Molière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le 6 JUIL 2017  
Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire général

  
Gerard LACROIX

copie adressée à :

- société Chromobronze
- ZI de Galinay
- 42230 ROCHE LA MOLIERE
- Mairie de Roche la Molière
- Inspection de l'environnement DREAL UID 42/43
- Archives
- Chrono